



Bilan macro-économique 2000-2018 L'activité redémarre en 2014 après la crise économique et sociale de 2009

La crise économique mondiale initiée en 2007 et la crise sociale locale de 2009 sont incontestablement les événements les plus marquants de la période 2000-2018 avec une chute brutale de la croissance guadeloupéenne à - 6,7 % en 2009. Dans ce contexte économique, les ménages ont ralenti leurs dépenses de consommation au profit de l'investissement immobilier. Les entreprises ont choisi de sécuriser leur activité. Il faudra attendre 2014 pour retrouver une reprise de l'activité en termes d'investissement, d'emplois et de créations d'entreprises.

Clémentine Garandeau, Insee

La Guadeloupe n'a pas été épargnée par la crise économique mondiale de la fin des années 2000. La crise financière déclenchée en 2007 aux États-Unis a rapidement impacté l'économie réelle mondiale. En 2009, la Guadeloupe entre en récession avec une chute de la croissance de 6,7 % (- 2,9 % pour la France entière) (figure 1).

Un impact durable de la crise de 2009

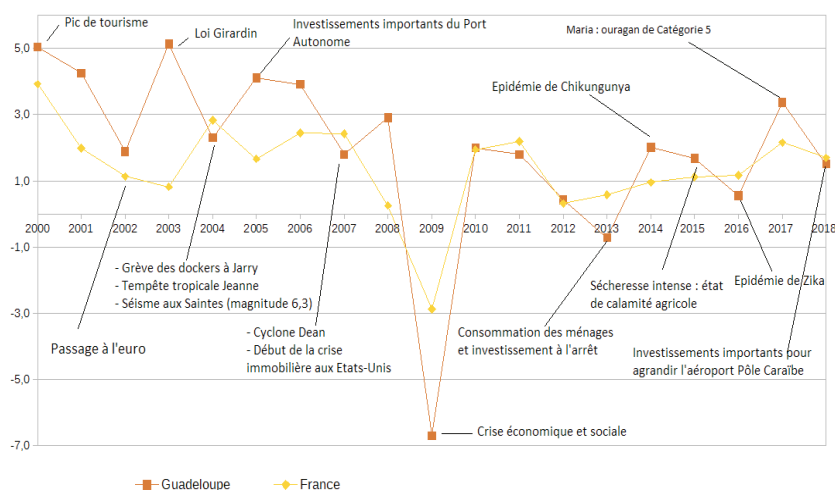
L'économie est affectée par la crise pendant plusieurs années : la croissance s'établit à + 1,4 % en moyenne par an sur la période 2009-2018 au lieu de + 3,3 % au cours des années 2000-2008. L'impact de la crise est ressenti par tous les agents économiques : les entreprises donnent un coup de frein à leurs investissements et l'emploi privé se contracte. Les ménages ralentissent leur consommation et profitent des faibles taux d'intérêt pour investir dans l'immobilier afin

de sécuriser leur avenir. Les administrations centrales resserrent leur budget tant en termes de salaires que d'investissement. Cette moindre demande en-

traîne mécaniquement une contraction des importations (figure 2). Si le recul de la demande est essentiellement lié au facteur exogène que consti-

1 La croissance guadeloupéenne suit la tendance nationale avec des variations

Taux de croissance du PIB en volume de la Guadeloupe et de la France entière (%)



Source : Insee, comptes définitifs et comptes rapides

tue la crise économique, il a été amplifié par un facteur endogène : le recul démographique. En effet, à partir de 2012, la population diminue sensiblement, au point qu'en 2017 elle repasse sous le niveau atteint en 2000.

Le PIB en volume par habitant évolue de + 1,9 % en moyenne par an après la crise au lieu de + 2,9 % avant la crise, soit - 1 point. La Guadeloupe est le premier territoire d'outre-mer (hors Mayotte) en termes de rattrapage du PIB par habitant avec le niveau national. Ce dernier s'élève à 23 930 euros à 2018, soit les deux tiers du niveau national (35 180 euros).

Maintien du pouvoir d'achat malgré la crise sociale

En 2018, le revenu disponible brut (RdB) par habitant s'établit à 18 580 euros par habitant, au lieu de 21 200 euros pour la France, soit un écart de - 13 %. Cet écart s'est considérablement réduit depuis 2000 où il s'élevait à - 35 %, notamment en raison de l'alignement du montant du RMI perçu dans les DOM sur celui de la France métropolitaine. La Guadeloupe affiche le rattrapage le plus important des DOM (hors Mayotte) depuis 2000 (+ 22 points). La valeur guadeloupéenne est proche de celle de la Martinique (18 640 euros par habitant), au-dessus de celle de la Réunion (17 700 euros par habitant) et bien supérieure à celle de Guyane (11 180 euros par habitant).

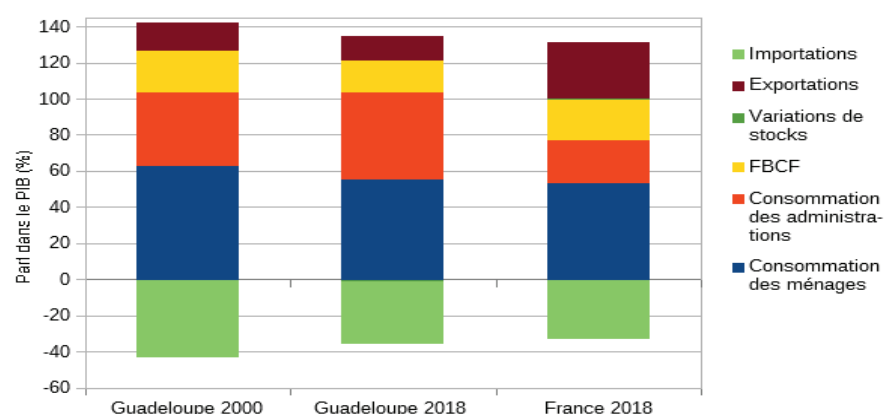
Malgré la crise, l'évolution du pouvoir d'achat par habitant se maintient sur 2009-2018 à + 1,9 % en moyenne par an, un rythme supérieur à celui de la croissance (+ 1,4 % par an). Auparavant, il progressait de 2,4 % par an sur 2000-2008, un rythme inférieur à celui de la croissance sur la même période (+ 3,3 % par an). Sur la France entière, le pouvoir d'achat par unité de consommation subit un coup d'arrêt beaucoup plus marqué depuis la crise : son évolution passe de + 1,0 % par an sur 2000-2008, à + 0,1 % par an sur 2009-2018.

Une modification du comportement des ménages

La consommation en volume continue de progresser mais en ralentissant : + 0,6 % en moyenne par an sur 2009-2018 au lieu de + 3,4 % sur 2000-2008. Rapportée à la population, afin de tenir compte de la baisse démographique, la consommation des ménages en volume redémarre à partir de 2014 avec + 2,1 % en moyenne par an sur 2014-2018, après avoir stagné sur 2010-2013 et progressé de 3,3 % par an sur 2000-2008. Cette consommation en

2 Les importations se contractent, conséquence d'une demande en retrait

Poids dans le PIB des grands agrégats macro-économiques de l'approche demande du PIB (%)



Source : Insee, comptes économiques définitifs et comptes rapides, comptes nationaux

3 Les ménages trouvent une valeur refuge dans l'habitat tandis que l'investissement des entreprises s'effondre après la crise

Evolution de l'investissement par agent économique en moyenne annuelle (%) avant, pendant et après la crise de 2009 et poids dans l'investissement de chaque secteur institutionnel (%)

	2000-2008	2008-2009 (crise sociale)	2009-2014	Poids 2014
Total Investissement	4,5	-15,2	1,4	100
Ménages	5,1	-0,8	5,3	32
Administrations publiques locales	13,5	-14,3	8,2	30
Sociétés non financières	1,8	-18,8	-6,8	30
Administration publique centrale	5,3	47	10,4	7
ISBLSM	-1,4	26,1	-6,7	1
Sociétés financières	-6,3	-7,9	20,1	0,5

Source : Insee, comptes économiques définitifs.

volume par habitant n'a encore jamais retrouvé le niveau d'avant-crise et l'écart entre 2008 et 2018 est de - 5 %. En France, le niveau 2008 est atteint de nouveau en 2016.

En 2017, l'enquête Budget de famille révèle que les ménages guadeloupéens consomment en moyenne 1 260 € par mois par unité de consommation (1 510 € en France métropolitaine) et que le panier de consommation se rapproche du panier métropolitain. Entre 1995 et 2017, le poids de l'alimentation dans la consommation des ménages régresse sensiblement, passant de 22 % à 16 %, soit la même part consacrée à l'alimentation qu'en France métropolitaine en 2017, ce qui est traditionnellement observé lorsque le revenu des ménages augmente.

Les prestations sociales jouent leur rôle de stabilisateur économique face à une conjoncture peu favorable suite à la crise. Le micro-entrepreneuriat se rétracte. En dix ans, la part des salaires dans les revenus reste stable, à 56 % en 2018. La part des revenus des micro-entrepreneurs se contracte de 4 points, pour atteindre 14 %, compensée par la part des prestations sociales en progression de 3 points en 10 ans pour atteindre 21 % des revenus, soit une structure

très proche de la structure de la France entière.

L'immobilier, une valeur refuge

Amorcée fin 2008, la baisse du taux des crédits à l'habitat, qui a atteint des niveaux historiquement bas, s'est accompagnée d'une reprise de la production des crédits nouveaux par les ménages pour investir dans l'immobilier. Le marché de l'immobilier peut être perçu comme une valeur refuge soumis à une moindre volatilité des prix. L'épargne financière des ménages ralentit pour cette même raison : les taux de rémunération des placements financiers ont diminué significativement après la crise. En 2014, le taux d'investissement des ménages rapporté au revenu disponible brut gagne un point depuis 2000 et s'élève à 8 % (9,1 % pour la France entière en 2014). La progression de l'encours des crédits à l'habitat se poursuit entre 2015 et 2018 (+ 5,7 % en moyenne par an), confirmant la tendance des ménages à faire confiance aux investissements immobiliers (figure 3).

2014, année du redémarrage

La crise sociale de 2009 affecte les entre-

prises et marque un coup de frein à leur activité. La valeur ajoutée du secteur marchand plonge de - 6,6 % en 2009 et ne se redresse réellement qu'à partir de 2014. En 2015, les créations d'entreprises redémarrent et le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise. L'emploi salarié privé mis à mal depuis 2009 repart à la hausse fin 2017, signe visible du redémarrage progressif de l'économie initié en 2014.

Entre 2009 et 2018, les effectifs salariés et non salariés confondus progressent de 0,9 % en moyenne par an (+ 0,7 % pour la France entière), soit une nette décélération par rapport à la période 2000-2008 durant laquelle ils augmentaient de 2,5 % par an (+ 0,8 % pour la France entière).

L'emploi intérimaire connaît une ascension marquée depuis la fin 2012 et double en six ans pour atteindre 2 100 emplois à la fin 2018, soit 1,8 % de l'emploi salarié. La création d'un CDI intérimaire en 2018 devrait orienter ce type de contrat à la hausse.

La construction, principal secteur impacté par la crise

La construction est le secteur le plus affecté par la crise avec en 2018 un niveau d'emploi qui n'a pas retrouvé le niveau pré-crise (figure 4) bien qu'ayant amorcé un redémarrage depuis la fin 2017. La valeur ajoutée du secteur retrouve le niveau de 2008 seulement 10 ans plus tard, et pèse 5 % dans la valeur ajoutée totale.

Les emplois salariés de l'industrie, après une certaine stabilité, croissent significativement depuis la fin 2017. Cette hausse est tirée par le secteur des énergies renouvelables. La valeur ajoutée du secteur de l'énergie stagne en 2009 et repart dès 2010 à la hausse. Ainsi, la valeur ajoutée accélère sensiblement sur la période récente, au rythme de + 9,5 % par an sur 2009-2018 au lieu de + 4,8 % sur 2000-2008. En 2018, elle représente 9 % de la valeur ajoutée globale, au lieu de 7 % en 2000.

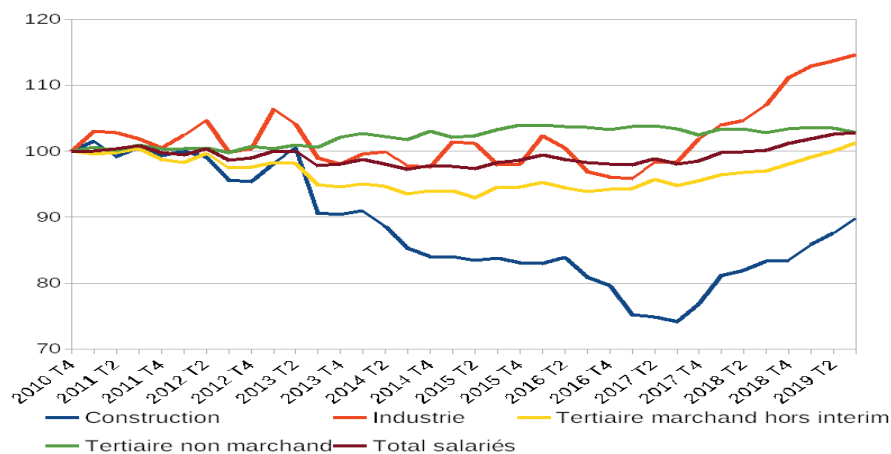
Les entreprises restent prudentes

Suite à la crise, les entreprises font preuve de prudence. Elles diminuent drastiquement leurs investissements afin d'engranger des capitaux et de sécuriser leur activité (figure 3). Le taux d'investissement des sociétés non financières par rapport à la valeur ajoutée s'établit à 20,2 % en moyenne sur la période 2009-2014 (22,4 % en France), soit - 13 points par rapport à la période 2000-2008. Après la crise de 2009, les entreprises adoptent un comportement attentiste et investissent peu jusqu'en 2013 alors qu'avant la crise leur taux d'investissement était supérieur à celui de la France entière.

A partir de 2014, l'encours des crédits à

4 La construction perd beaucoup d'emplois salariés depuis les années 2010

Evolution des effectifs salariés trimestriels CVS en base 100 au 4^e trimestre 2010



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles CVS Acoess-Urssaf, Dares, Insee..

l'investissement des entreprises, constitué à 85 % de crédits à l'équipement, redémarre et retrouve en 2015 le niveau avant-crise. Entre 2015 et 2018, cette progression se poursuit au rythme soutenu de + 7,9 % en moyenne par an, après - 1,0 % par an entre 2009 et 2014.

Cependant, l'investissement reste très concentré sur les grandes entreprises : en 2017, seul un tiers des entreprises investissent et 5 % des entreprises sont à l'origine de 90 % du total investi. En 2017, le premier secteur à investir reste l'immobilier avec 44 % du total investi par les entreprises du secteur principalement marchand (hors agriculture). Le second secteur à investir est celui des énergies renouvelables avec 13 % du total, en lien avec la construction du parc éolien situé dans la commune de Sainte-Rose et l'achat de turbines et de foreuses pour la centrale géothermique de Bouillante.

Les dépenses des collectivités locales en hausse

Les dépenses publiques continuent de soutenir l'économie, en particulier les dépenses des collectivités locales qui augmentent nettement plus rapidement que les dépenses des administrations centrales.

La consommation finale des administrations publiques progresse de 3,0 % par an depuis la crise de 2009 au lieu de + 6,0 % par an entre 2000 et 2008. Les administrations publiques centrales ont considérablement freiné leurs dépenses depuis la crise : l'évolution de leurs dépenses en salaires est tombée à + 0,2 % par an au lieu de + 4,5 % par an auparavant sur 2000-2008. Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux décidé par le gouvernement en 2007 a en effet contribué à limiter les effectifs. Quant aux investissements ils évoluent de + 10,4 % entre 2009 et 2014, mais ils

avaient considérablement plongé en 2009 avec la paralysie de l'économie et avaient quasiment diminué de moitié. En 2014, le niveau d'investissement de 2008 n'est toujours pas retrouvé.

Les administrations publiques locales en revanche n'ont pas freiné leurs dépenses suite à la crise. Les salaires accélèrent à + 5,5 % en moyenne par an après la crise au lieu de + 4,6 % avant. Les effectifs ont crû de 0,8 % par an en moyenne entre 2010 et 2018. L'investissement ralentit à + 8,2 % par an après + 13,5 % par an (figure 3) mais avait beaucoup moins subi l'impact de la crise que les administrations centrales et l'investissement a dépassé son niveau pré-crise dès 2011.

Le secteur semi-privé semi-public de la santé et de l'action sociale concentre 9 % des emplois (7 % pour la France). Il s'est sensiblement développé avec un poids dans la valeur ajoutée de près d'un quart du total en 2018, soit + 8 points depuis 2000 et devrait continuer à se développer en lien avec une population vieillissante.

Rapporté au PIB, le solde des administrations publiques représente 37 % du PIB en moyenne sur la période 2009-2014 (5,4 % pour la France), en hausse de 8 points par rapport à la période avant crise (- 2,6 points pour la France entière).

Perspectives de développement

L'investissement dans des relais de croissance liés à des défis environnementaux et sociétaux offre un fort potentiel de développement de l'économie et du territoire dans une approche de développement durable : agriculture et agroalimentaire, santé-bien vieillir, économie de l'énergie et environnement, tourisme.

L'agriculture a connu une régression des

surfaces de culture des productions traditionnelles : banane, canne à sucre et tubercules. À l'inverse la production et la commercialisation des fruits et légumes s'est amplifiée depuis les années 1970 mais tend à s'amincir de nouveau depuis les années 2010. Reconquérir et développer les surfaces agricoles pour y cultiver ces produits permettrait de développer l'emploi mais également de réduire la dépendance alimentaire.

La filière biologique, encore embryonnaire, tend à se développer et constitue une

ouverture d'avenir à condition d'accompagner financièrement les conversions et les créations de surfaces biologiques.

L'industrie commence à prendre de l'ampleur grâce au développement des énergies renouvelables, une piste intéressante de développement pour la Guadeloupe qui recèle de sources d'énergies naturelles : solaire, éolien, géothermie, énergie marine. En 2018, ces énergies représentent 20 % du total de la production d'énergie électrique (16,3 % pour la France entière).

L'État et la Région ont élaboré conjointement le projet de Programmation Pluri-

annuelle de l'Énergie (PPE) de Guadeloupe 2016-2023 dont l'objectif ambitieux vise une autonomie énergétique de la Guadeloupe à l'horizon de 2030.

La Silver économie ou économie des seniors peut être une réponse aux enjeux du vieillissement de la population. Elle englobe des domaines variés : santé, autonomie, mobilités, transports, loisirs, etc.

Le tourisme vert, tourné vers la découverte des milieux naturels sur terre comme en mer et le développement du concept d'écotourisme, constitue un axe de diversification important du tourisme. ■

Définitions :

Produit intérieur brut (PIB) régional

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective des ménages et des administrations publiques, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations (solde du commerce extérieur) ;
- somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Formation brute de capital fixe (FBCF)

Les comptes économiques retiennent comme investissement, la formation brute de capital fixe qui est la partie matérielle de l'investissement (biens d'équipement, construction).

Solde budgétaire des administrations publiques : différence entre recettes et dépenses. Il y a excédent quand, pendant un exercice donné, les administrations publiques encaissent plus de recettes qu'elles ne font de dépenses.

Pour retrouver toutes les définitions des concepts utilisés dans cette étude : insee.fr/fr/metadonnees/definitions

Source :

Les données sont issues des **comptes économiques définitifs** pour la période 2000-2014 et des comptes économiques rapides pour la période 2015-2018. Des changements de base réguliers sont opérés pour tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie, et des sources statistiques (enquêtes ou données administratives notamment) qui permettent de le décrire.

L'existence de statistiques spécifiques, notamment sur le commerce extérieur, permet l'élaboration de comptes régionaux en Guadeloupe, Guyane et Martinique selon les méthodes et concepts du système de comptabilité nationale.

En 2019, les comptes régionaux Antilles-Guyane sont passés **en base 2014**. Ce changement comprend toutes les recommandations du SEC 2010 sauf celles qui relèvent de la prérogative nationale, tels les systèmes d'armes, ou qui n'ont pas un impact significatif sur l'économie de la région Antilles-Guyane tel que le travail à façon. La production de ces comptes régionaux n'est pas une régionalisation des comptes nationaux comme dans les régions métropolitaines.

Les comptes régionaux annuels donnent une fois par an une description globale et détaillée de l'économie régionale.

Les comptes économiques rapides permettent, quant à eux, une estimation précoce de la croissance. Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Idom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2018 de la Guadeloupe reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

Volume et valeur : par défaut et en l'absence de précision, les évolutions sont données en valeur à défaut d'indices de prix. Lorsqu'elles sont données en volume cela est indiqué.

Les évolutions en volume concernent dans ce document d'une part la croissance qui est l'évolution du PIB en volume (l'indice de prix utilisé étant l'indice de prix du PIB des derniers comptes rapides) et d'autre part la consommation des ménages, déflatée par l'indice des prix à la consommation (IPC) l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

Service territorial de Guadeloupe
11 parc d'activités de Jabrun

97122 Baie-Mahault

Directeur de la publication :
Olivier Léna

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Mise en page :
Myriam Jelaine

ISSN : 2416-8106
© Insee 2019

Pour en savoir plus

- Guadeloupe : Une économie en déficit...d'image - Juin 2004, étude CEROM
- Cornut M., « *Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2019 : En 2019, la croissance ralentit* », Cerom n°30
- Benhaddouche A., « *Les comptes définitifs de la Guadeloupe en 2014 : Reprise modérée de l'activité* », Insee Analyses Guadeloupe, No 39 octobre 2020
- Hurpeau B., « *Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013* », Insee Focus n° 60, juillet 2016

